

Compte-rendu de la conférence-débat « Les défis économiques en Europe : l'Europe pourrait-elle faire face à une nouvelle crise ? »

Consultations citoyennes

9 juillet 2018

I. Organisateur de l'activité

a. Organisateur

La Direction Générale du Trésor et la Commission européenne (Représentation en France de la Commission et Direction générale des affaires économiques et financières) ont organisé ensemble cette conférence-débat.

b. Intitulé de l'activité

L'évènement s'intitule « Les défis économiques en Europe : l'Europe pourrait-elle faire face à une nouvelle crise ? ».

c. Description de l'activité

Après un court débat entre les intervenants sur les leçons à retenir de la crise économique et les défis à relever pour le futur de l'UE, les citoyens ont été invités à débattre sur ces défis et les prochaines étapes pour les années à venir.

d. Date et heure

9 juillet 2018 de 10h45 à 12h45

e. Lieu

Centre de conférences Pierre Mendès-France, Ministère de l'Économie et des Finances, 139 rue de Bercy 75012 Paris

f. Nombre de participants

Environ 150-200 personnes

g. Catégories de publics présents

Tout public (évènement complètement ouvert)

h. Noms des intervenants ou des grands témoins s'étant exprimés

- Madame Odile Renaud-Basso, directrice générale du Trésor, Ministère de l'Économie et des Finances
- Madame Isabelle Jégouzo, cheffe de la Représentation en France de la Commission européenne
- Monsieur Marco Buti, directeur général des Affaires économiques et financières, Commission européenne
- Monsieur Thomas Westphal, directeur général Europe, Ministère fédéral des Finances d'Allemagne

- Monsieur Riccardo Barbieri Hermitte, directeur général, Département du Trésor, Ministère de l'Économie et des Finances d'Italie
- Et animé par Christophe Préault, directeur de la rédaction de Toute l'Europe

II. Synthèse de l'activité

a. *Thèmes évoqués*

Les thèmes évoqués ont été :

- **l'impact des crises de 2008 et de 2012 et la réponse européenne qui s'est ensuivie, encore incomplète**

- les **défis à relever** aujourd'hui en matière d'intégration financière, de stabilisation des budgets nationaux, de réformes économiques et sociales au niveau national, de convergence économique, fiscale et sociale et de commerce international

- la **crise de confiance** entre les Etats membres et entre les citoyens, les gouvernements et les institutions européennes

b. *Questions/ attentes/ problèmes soulevés*

Les intervenants ont tous évoqué les crises financières et économiques de 2008 et de 2012, qui ont révélé **des différences structurelles** entre les pays au cœur de la zone euro et les Etats périphériques. Parallèlement à **l'aide apportée à plusieurs pays, particulièrement à la Grèce** (220 milliards d'euros au total), les intervenants ont souligné **les avancées qui ont été faites** depuis la crise économique dans **l'intégration de la zone euro** et en matière de **coordination des politiques économiques et budgétaires** tout en soulignant que cette réponse européenne demeure incomplète.

Ils ont ensuite débattu des **chantiers en cours : l'achèvement de l'Union bancaire** (filet de sécurité en dernier ressort du Fonds de résolution unique qui sera assuré par le Mécanisme européen de stabilité, garantie européenne des dépôts, réduction et partage des risques financiers) **et une plus grande intégration des marchés financiers**, le **renforcement du Mécanisme européen de stabilité**, la création d'un **budget et d'une fonction de stabilisation propres à la zone euro**, le besoin de renforcer la **convergence économique** pour surmonter les différences de compétitivité qui persistent et enfin les **réformes structurelles à mener au niveau national**. Les progrès sur ces différentes mesures sont d'autant plus nécessaires aujourd'hui, car de **nouvelles incertitudes** pèsent sur l'économie mondiale, notamment **la politique protectionniste des Etats-Unis ou le Brexit**. Les intervenants ont tous souligné que le défi à relever pour les prochaines années est **le renforcement et l'approfondissement de l'architecture de la zone euro**, afin de construire une union monétaire plus forte et résiliente face aux risques économiques.

Les intervenants ont insisté sur le besoin de **restaurer la confiance** entre les Etats, les citoyens, les institutions et les marchés financiers et ont salué à cet égard **la déclaration de Meseberg de la France et l'Allemagne**, qui est un premier pas dans la bonne direction. Habermas a été cité, qui définit la solidarité comme **une relation de confiance mutuelle** entre plusieurs acteurs, qui implique des **désavantages à court terme, au service de l'intérêt à long terme**. Bien que la **confiance s'est pour une partie rétablie suite aux politiques stabilisatrices**, il sera crucial de la renforcer encore dans le futur, y compris par continuer des réformes structurelles au niveau des états membres, pour permettre **davantage de solidarité** entre Etats.

Outre la question de savoir si l'Europe est suffisamment armée pour faire face à un prochain choc économique, la salle a aussi soulevé plusieurs questions et problèmes :

- la **création de nouvelles ressources fiscales** pour le budget de l'UE, afin de construire **une vraie solidarité** entre les Etats et les citoyens via **une politique fiscale européenne**. Les intervenants ont expliqué que les négociations sur le futur budget de l'UE 2021-2027 qui s'ouvriront dans les prochains mois impliqueront **des choix difficiles**, car le budget doit évoluer radicalement pour **mieux répondre aux nouvelles priorités**, tout en étant privé des contributions britanniques. Ce débat permettra aux Etats de définir ce que sont **les biens publics européens** que l'UE doit financer : le contrôle aux frontières, la sécurité, l'euro, la convergence économique via les réformes structurelles, la défense, etc. Parallèlement à ces discussions **sur les postes de dépenses prioritaires**, les négociations vont aussi porter sur **les ressources propres** : une idée serait en effet d'harmoniser l'assiette de l'impôt sur les sociétés pour rendre le marché unique plus efficace et assurer le financement du budget européen.

- le besoin de **repenser les accords commerciaux bilatéraux** pour mieux prendre en compte **les défis sociaux et environnementaux**, notamment dans les relations entre l'Europe et la Chine. L'Europe doit mieux faire valoir les aspects sociaux et environnementaux, car elle est une des seules zones du monde à défendre ces valeurs aujourd'hui, ce qu'elle a commencé à faire dans le cadre de l'accord commercial avec le Canada.

- la question de **la convergence sociale et fiscale**, notamment entre pays de l'Est et Ouest, pour lesquels des différences d'approche demeurent (exemple du paquet mobilité qui oppose ces deux blocs). Les intervenants ont toutefois souligné **l'importance des dotations du budget de l'UE** pour les pays de l'Est, qui représentent parfois 2 à 3% du PIB annuel de certains Etats, et qui leur permettent de développer de meilleures infrastructures et de soutenir le niveau d'investissement public, afin de **rattraper le niveau de vie des pays de l'Ouest**. Toutefois, ces contributions du budget pourraient aussi s'accompagner de **davantage d'efforts au niveau national** pour mettre en œuvre des réformes structurelles afin d'encourager la convergence. Par ailleurs, afin de rendre le marché unique plus efficace et juste, les citoyens présents dans la salle et qui se sont exprimés ont soutenu **l'accélération de la convergence sociale** via des **salaires minimums dans tous les pays**. Sur la convergence fiscale, il est nécessaire de continuer à plaider pour davantage d'harmonisation, en particulier **via le rapprochement des assiettes**, telle que proposée par la Commission.

- **la défiance entre les citoyens européens et les institutions européennes**, qui met en lumière le besoin de **mieux communiquer** sur ce que font les institutions européennes au quotidien. Les intervenants ont souligné le besoin de rappeler constamment aux citoyens **les bienfaits de l'Europe** : décennies de paix, marché commun, échanges économiques mais aussi culturels, etc. Il s'agit aussi de changer le comportement de certains gouvernements nationaux, qui doivent cesser d'utiliser l'Europe comme **bouc émissaire** des problèmes nationaux et prendre en compte la dimension européenne dans **la définition de leurs politiques publiques nationales**. En outre, l'Europe a un **fonctionnement complexe**, il conviendrait **d'accroître la transparence** et **d'expliquer le rôle des institutions** aux citoyens. Enfin, il est vrai que l'Union européenne, qui a milité pour le développement du libre-échange au sein de l'UE et avec le reste du monde, et est associé à la libéralisation, doit désormais **mieux accompagner l'ouverture des marchés au niveau national** et être **davantage présente** auprès de ceux directement touchés par ces changements.

c. Proposition formulées

Plusieurs pistes de propositions ont été formulées, à la fois par le panel et par la salle, sans soulever d'objection ni d'un intervenant ni de la salle :

Sur les politiques économiques de l'UE :

- **renforcer la zone euro**, via des **mécanismes de stabilisation** de l'investissement ou de l'assurance chômage, et **développer le Mécanisme européen de stabilité** ;
- **approfondir l'Union bancaire** et renforcer l'intégration financière ;
- continuer à mettre en œuvre **les réformes structurelles au niveau national**
- profiter de la bonne situation conjoncturelle actuelle pour réduire les dettes publiques afin de créer des marges de manœuvre et de réduire les dépendances à l'égard des marchés financiers.

Sur la nécessité de **progresser sur la convergence fiscale et sociale** :

- réorientation du budget de l'UE vers le financement de biens publics européens
- **convergence fiscale** en rapprochant les assiettes et en adoptant une politique commune sur la fiscalité du numérique
- convergence sociale avec **des salaires minimums dans tous les pays**

Enfin, plusieurs citoyens présents dans la salle ont insisté sur la prise en compte **des enjeux sociaux et environnementaux dans les négociations commerciales** et **une meilleure communication de ce que fait l'Europe auprès des citoyens** pour restaurer la confiance.